



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RETRAITE

Le gouvernement veut encore durcir la réforme de la retraite ; de qui se moque-t-on ?

Comme si les régressions programmées par le projet Delevoye mettant en place un système de retraite à points ne lui suffisaient pas, le gouvernement instrumentalise le COR (conseil d'orientation des retraites) pour justifier des déficits imaginaires.

En effet, le rapport présenté demain lors de la réunion du COR, sur demande expresse du Premier ministre, est destiné à organiser les conditions pour faire avaler à l'opinion publique que le recul de l'âge et la baisse des pensions seraient inéluctables.

Belle manœuvre qui révèle qu'en fait le gouvernement envisage une réforme paramétrique (recul de l'âge d'ouverture des droits à taux plein), avant, après ou temporairement, à la place de la réforme systémique à points prévue d'ici 2025.

Edouard Philippe veut imposer aux salariés, sous couvert des fausses annonces du COR, une double peine : le recul de l'âge réel de la retraite – puisqu'il faudrait plus d'années cotisées qu'actuellement – tout en instituant une décote de 10 % avant 64 ans pour toutes et tous.

Visiblement, ce gouvernement n'entend pas que 70% des Français sont contre son projet de régression sociale et soutiennent les mobilisations qui se construisent à partir du 5 décembre.

Le gouvernement passe sous silence la possibilité évoquée dans le rapport du COR de choisir d'augmenter les recettes par l'augmentation des salaires donc des cotisations sociales ou de mettre fin aux exonérations fiscales accordées aux grandes entreprises, afin d'améliorer les droits à la retraite des salariés du privé comme du public.

C'est ce que défend la CGT et d'autres organisations syndicales, de jeunesse, associations qui, toutes, appellent à la grève le 5 décembre.

L'heure n'est pas à commenter des pseudos « rapports » d'un conseil d'orientation au service à la fois du gouvernement et du patronat. Il s'agit tous ensemble d'informer des mauvais coups en préparation et d'organiser, partout, sur les lieux de travail, une mobilisation massive qui impose l'abandon du projet Delevoye-Macron et l'ouverture de négociations sur la base des propositions CGT de progrès social.

Montreuil, le 20 novembre 2019